
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 JUILLET 1909.

Projet de loi sur la milice.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

En séance du 10 mars 1909, la Chambre a constitué, sur la proposition de M. le baron Snoy, une Commission d'enquête à l'effet de rechercher les résultats de l'application de la loi sur la milice du 21 mars 1902.

Le rapport, présenté au nom de cette commission par l'honorable M. Poullet, démontre que les effectifs de paix n'atteignent pas le chiffre de 42,800 hommes reconnu nécessaire en 1902.

« Les conditions politiques toutes spéciales dont la Belgique bénéficie depuis soixante-dix ans, disait l'Exposé des motifs de la loi de 1902, la loi qu'elle a placée dans les traités qui garantissent son indépendance et sa neutralité, n'ont pu la dispenser de prévoir les éventualités qui pourraient malgré elle, l'entraîner à exercer le droit, et à remplir l'impérieux devoir de défendre par les armes cette indépendance et cette neutralité. »

Le Gouvernement fait siennes ces paroles. Il estime qu'il faillirait à ses devoirs, s'il ne proposait pas les réformes nécessaires pour parer à l'insuffisance de nos effectifs, et mettre la nation à même de défendre, au jour du danger, l'œuvre si heureusement réalisée en 1830.

S'il existe au sein du Parlement des divergences de vues sur le mode de recrutement de l'armée, il ne pourrait y en avoir sur le principe même de nos obligations militaires.

Dans son discours du 24 novembre dernier, M. le Ministre de la Guerre signalait au Parlement trois moyens de remédier à l'insuffisance des effectifs.

Le premier consistait à augmenter la durée du service; le second à augmenter le contingent en maintenant la durée actuelle du service.

Ce dernier avait été indiqué en 1901, lorsque le Gouvernement déposa le projet devenu loi en 1902. « Il se réservait, en effet, pour le cas où contre son attente, le volontariat mentirait à ses promesses, d'exposer loyalement la

» situation au Parlement et de lui demander éventuellement le relèvement du contingent annuel. »

Au point de vue militaire, cette solution est très acceptable, et le Ministre de la Guerre eut soin de le faire remarquer. Cependant il exposa un troisième système, pour lequel il fit connaître ses préférences.

Le principe qui doit présider à l'organisation militaire d'un pays comme la Belgique, disait le Ministre de la Guerre, doit être formulé comme suit :

Permettre à la nation de déployer le plus grand effort possible en temps de guerre, réduire au minimum possible les sacrifices à faire en temps de paix.

Il arrivait ainsi à préconiser l'instauration d'un système comportant la généralisation du service militaire et par voie de conséquence la suppression du tirage au sort, la suppression du remplacement et une réduction du temps de présence sous les drapeaux.

* * *

Le projet soumis à la Chambre s'inspire partiellement de cette dernière formule.

Les discussions qui ont eu lieu au sein du Parlement, comme au dehors, ont prouvé que l'idée de la généralisation du service a fait naître des résistances qu'on ne saurait ni méconnaître ni négliger.

En pareille matière il faut tenir compte de l'opinion publique.

Tout système qui la heurte, quelque parfait qu'il soit en lui-même, expose à des mécomptes.

Or, quand il s'agit de questions aussi graves que celle de l'organisation de l'armée et de la défense du pays, il importe au plus haut degré de ne proposer que des formules qui puissent rallier toutes les bonnes volontés, tout en répondant aux nécessités reconnues.

Le Gouvernement a la confiance que le système qu'il a l'honneur de proposer à la Chambre répond à ces conditions.

Il est prêt à examiner dans un esprit de conciliation toutes les propositions qui seraient faites dans le but de l'améliorer. Il croit cependant que les idées qui lui servent de base, recueilleront les suffrages de tous ceux qui n'ont en vue que la bonne organisation de l'armée et la défense du pays.

* * *

De toutes les critiques dirigées contre le mode de recrutement actuel, aucune ne l'a été d'une façon plus générale et plus accentuée que celle visant le tirage au sort.

On a cherché à le défendre en l'appelant « un mal nécessaire ». Il n'en est pas moins vrai que la « loterie militaire », pour employer l'expression habituelle, répugne vivement à nos populations. Elle leur répugne à cause de son principe et de son application.

Qui songerait à répartir un impôt par l'aveugle voie du sort ?

C'est cependant à ce système que l'on a recours, quand il s'agit de déterminer quels seront les citoyens qui auront la charge et l'honneur de défendre le pays.

D'autre part, les opérations du tirage donnent lieu chaque année à des scènes dégradantes pour nos jeunes gens, désolantes pour leurs familles.

Pour atténuer ces inconvénients si graves, on a fixé le tirage au sort à un même jour pour tous les cantons de milice, mais le remède n'a pas eu une efficacité suffisante et les désordres n'ont pas disparu.

Aussi la suppression du tirage au sort était-elle une des considérations principales en faveur du service généralisé, et celui-ci aurait été admis depuis longtemps à raison de ce seul avantage, s'il n'avait pas donné — aux yeux de ses adversaires — un contingent excessif dépassant notablement les besoins de l'armée.

Le projet du Gouvernement réalise les avantages de la suppression du tirage au sort sans donner prise à cette critique.

Il demande à chaque famille une participation égale à la constitution de l'armée et à la défense du pays.

Quoi de plus juste ?

Si la population d'un pays se compte en additionnant les individus isolés qui en sont les citoyens, ce total, purement numérique et statistique, ne correspond en rien à la réalité profonde et vivante. Les individus ne sont pas, comme les chiffres, des unités distinctes et séparées. Ils sont rattachés les uns aux autres par des liens variés; ils sont rapprochés par des intérêts communs, ils convergent autour de certains centres naturels d'attraction. Tous, à des degrés divers, font partie d'un groupe. Et le plus constant, le plus fortement uni, le plus respectable de ces groupes est l'œuvre même de la nature : c'est la famille. C'est elle qui, fondée sur la communauté du sang et des affections, conserve à la société, au milieu des transformations incessantes, une stabilité continue et une permanence indéfinie.

Il convient de s'inspirer de ces caractères fondamentaux de l'organisation sociale, et de n'y toucher que d'une main respectueuse. Or, le système du tirage au sort présente à cet égard les inconvénients les plus sérieux. Il répartit, suivant les caprices de la fatalité, les charges militaires entre les familles; il épargne les unes, il pèse sur les autres : tel père verra échapper tous ses fils aux prestations de milice, tel autre en verra marcher jusqu'à trois. Au moment précis où les enfants commencent à rendre à leurs parents les services que ceux-ci ont le droit d'attendre d'eux, à l'instant où ils sont en mesure de compenser par un travail utile les peines et les soins qu'a coûtés leur éducation, le tirage au sort vient les enlever à leur foyer et crée ainsi une instabilité irrémédiable là où, plus que partout ailleurs, il est utile et nécessaire de maintenir un effort continu.

Mais plus encore que cette instabilité, l'incertitude des charges désorganise la famille. Une dette connue et prévue est une dette à moitié payée; une dette dont l'importance et l'existence même sont incertaines, est une menace perpétuelle et une source d'inquiétudes constantes. Or, tel est exactement l'effet de la loterie militaire qui, pendant plusieurs années, entretient dans les familles les plus dignes d'intérêt, une crainte et une gêne qu'aucun remède ne peut atténuer.

Mais c'est en temps de guerre que l'injustice de ce système apparaît avec le plus d'évidence. Une famille peut être décimée au point de disparaître presque entièrement, tandis qu'une famille voisine ne subira aucune modification ; un foyer est définitivement désert, un autre reste entouré, comme avant, de l'assemblée familiale. Et qui décide ainsi de la destinée des citoyens ? Non point le sort, mais le tirage au sort, c'est-à-dire le fait qu'un certain jour, telle personne a tiré de l'urne tel numéro !

C'est pour parer à ces inconvénients et pour mettre fin à cet arbitraire, que le projet de loi adopte comme base du recrutement non la personne, mais l'unité de la famille.

Le projet s'en tient rigoureusement à ce principe.

Toute famille ayant ou ayant eu à l'armée un fils en service, soit en qualité de milicien, soit en qualité de volontaire, soit en qualité d'officier, se trouve exemptée de toute autre obligation militaire.

* * *

Au cours des diverses discussions qui ont eu lieu récemment à la Chambre, les partisans du volontariat ont vivement insisté pour que ce mode de recrutement ne cessât point d'être encouragé.

On connaît sur ce point l'opinion du Ministre de la Guerre.

Voici comment il s'exprimait dans la séance du 24 novembre 1908, page 85 :

« Le volontariat est indispensable même, — surtout, dirai-je — aux armées les plus fortement soumises au principe du service personnel et du service général. Les volontaires constituent la portion permanente de l'armée. Ce sont eux qui instruisent et qui commandent ou qui se mettent en mesure de pouvoir commander et instruire. C'est à eux que doivent être confiés les emplois auxiliaires que l'industrialisation de la guerre a rendus de plus en plus nombreux. »

Ces emplois exigent des aptitudes spéciales et un apprentissage prolongé réclamant un plus long séjour sous les armes.

Il est donc indispensable d'avoir un nombre suffisant de volontaires.

Or il est d'évidence qu'au point de vue de l'encouragement du volontariat, aucun système ne vaut celui que le Gouvernement propose.

Il est supérieur à ce point de vue à la loi de 1902 et à toutes les variantes de cette loi qui ont été proposées.

Quels peuvent être en effet les motifs qui engagent un jeune homme à prendre volontairement du service dans l'armée ?

Ils sont au nombre de deux.

C'est le désir de faire carrière dans l'armée et de jouir éventuellement des avantages assurés aux volontaires. C'est la préoccupation d'exempter du service quelqu'autre jeune homme.

Or le premier motif subsiste intégralement. Et comme le Gouvernement, répondant également ici à des vœux exprimés par de nombreux membres de la Chambre, compte dans les diverses administrations de l'État développer encore les avantages accordés déjà aux anciens militaires, de ce chef le volontariat se trouve plus encouragé qu'avant.

Mais en ce qui concerne les exemptions dues au service volontaire, l'avantage du nouveau régime s'accuse dans une mesure que nul n'avait pu espérer.

Un volontaire, en effet, exempté à coup sûr tous ses frères, tandis qu'aujourd'hui un volontaire n'exempte — dans les circonstances les plus favorables — qu'un milicien inconnu de son canton.

Dans le régime actuel il faut, pour que cette exemption se produise, que le nombre de volontaires atteigne, ou plutôt dépasse un chiffre déterminé. Dans le régime nouveau, tout service volontaire produit normalement l'exemption.

Dans le régime actuel, l'exemption n'a lieu que si le volontaire est en âge de milice. Dans le régime nouveau, elle aura lieu à partir de 18 ans.

* * *

C'est pour remédier à l'insuffisance de l'effectif prévu en 1902 que le présent projet est soumis à la Chambre. Le Gouvernement a cru répondre au désir de la Chambre en inscrivant dans la loi même le chiffre de l'effectif de paix, soit 42,800 hommes.

Le but, le caractère et la portée de la réforme sont ainsi en même temps nettement déterminés.

Au surplus, dans tout système d'organisation de l'armée, trois éléments sont à considérer : le chiffre du contingent annuel, la durée du service et l'effectif des hommes présents.

On peut fixer deux quelconques de ces éléments, le troisième en découle ; on ne saurait les fixer a priori tous les trois.

Dans le régime actuel, le contingent annuel est de 13,300 hommes, plus 1,800 volontaires de carrière, soit au total 15,100 hommes.

La durée du service est de 23.3 mois en moyenne pour les miliciens, de quatre années pour les volontaires.

De là résulte un effectif de paix déterminé. En tenant compte des rengagés, des pupilles et des militarisés, on espérait arriver à un total de 42,800 hommes.

Le système d'un homme par famille ne donne pas un nombre rigoureusement déterminé de miliciens.

Il en résulte que si la loi fixait la durée du service, l'effectif de paix serait lui-même indéterminé et variable.

Il est plus logique de faire disparaître cette indétermination et de fixer l'effectif dans la loi. L'armée aura ainsi des effectifs stables, constants, et l'instruction des hommes comme celle des cadres s'en ressentira heureusement.

La durée du service en résultera naturellement ; elle sera en rapport avec le nombre d'hommes incorporés. Nous avons dit plus haut que celui-ci ne peut être rigoureusement déterminé. Il dépend, en effet, du nombre de familles ayant des fils en âge de milice, du nombre total des jeunes gens ayant atteint cet âge et de leur répartition entre les familles.

On peut, cependant, l'établir avec une approximation suffisante.

Il résulte des recherches faites par le bureau de la statistique du Dépar-

tement de l'Intérieur que chaque année 26,500 familles environ inscrivent pour la première fois un fils à la milice.

En appliquant à ce chiffre les coefficients ordinaires des déchets pour causes physiques et pour causes morales, on constate qu'un nombre de jeunes gens voisin de 16,000 serait annuellement incorporé. Comme le nombre annuel de naissances est en baisse en Belgique depuis 1901, il semble, à première vue, que ce contingent ira en diminuant chaque année; mais il faut observer que pendant quelques années encore, le nombre des miliciens inscrits ira en augmentant parce que de 1889 à 1901, le nombre des naissances va en croissant et que, en 1896, il est encore supérieur à celui de 1908.

Le mouvement du nombre des inscrits sera donc celui-ci :

Le nombre ira en croissant jusqu'en 1921, puis il décroîtra pour atteindre en 1927, celui de 1896. Après cette époque, il croîtra ou décroîtra selon que la décroissance constatée depuis 1901 dans le nombre des naissances continuera ou non à se faire sentir.

D'autre part, si le nombre de naissances diminue, le nombre de mariages augmente.

Enfin le déchet dû à des causes physiques ou morales à déduire du premier contingent recruté sous le régime nouveau, sera, dans une certaine mesure, réparé les années suivantes par le service de fils plus jeunes qui viendront s'ajouter au contingent de ces années.

On peut donc avoir l'assurance que le système proposé donnera l'effectif de paix de 42,800 hommes.

Il est entendu que toute famille ayant un fils faisant partie de l'armée comme volontaire, sans limite d'âge, à partir de 18 ans, soit comme soldat, soit comme sous-officier, soit comme officier, est affranchie de toute autre obligation militaire.

Quant à la durée du service militaire, elle résultera comme il a été dit plus haut, du chiffre du contingent annuellement incorporé. Sa réduction peut être prévue à coup sûr dans un certain délai, sans qu'il soit possible de dire dans quelle mesure elle pourra avoir lieu.

Un arrêté royal fixera cette durée chaque année.

De plus, si par un afflux extraordinaire de volontaires, ou par une augmentation inattendue du nombre de rengagements, l'effectif de 42,800 hommes était dépassé, il serait réduit au chiffre normal en renvoyant en congé les miliciens qui auraient accompli les deux tiers du service normal et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

Cette dernière mesure, en favorisant et en récompensant l'instruction acquise par les miliciens, soit avant, soit pendant leur présence à l'armée, aura une influence des plus heureuses sur la valeur de la troupe.

*
* *

L'application du principe qui sert de base au nouveau mode de recrutement aura une conséquence immédiate qu'il importe de signaler.

Toute famille dont un fils a été inscrit pour la milice avant 1910, c'est-à-dire jusques et y compris 1909, sera libérée de toute obligation militaire. La loi n'aura aucun effet rétroactif quelconque; l'exemption s'applique même aux familles dont aucun fils n'a servi. Il y aura de ce chef 59,300 familles environ qui seront désormais libérées de tout souci pour l'avenir.

* *

De toutes les dispositions de la loi actuelle, aucune n'a été, en dehors du tirage au sort, autant critiquée que l'existence des congés par interruption de service.

En reportant la date de l'incorporation au 1^{er} mai, comme avant la loi de 1873, on peut les supprimer.

Non seulement on répondra ainsi à un vœu de l'opinion publique maintes fois exprimé, mais on assure aux hommes, même dans le cas d'une réduction de la durée du service, une période complète d'instruction comprenant les grandes manœuvres.

En fixant d'ailleurs celles-ci à des dates fixes, du 17 août au 15 septembre, par exemple, on fera disparaître le caractère vexatoire que présente le rappel des hommes pour ces manœuvres lorsque le milicien n'a pu prendre d'avance les dispositions nécessaires pour être libre au moment où il est rappelé dans les rangs.

* *

Le projet donne au surplus la liberté au milicien qui a des raisons sérieuses à faire valoir, de devancer son entrée au service dès l'âge de 18 ans ou de le retarder jusqu'à 24 ans. Ceci permet à l'ainé désireux de rester dans la vie civile d'attendre qu'un frère puisse le remplacer.

Il accorde aussi de larges exemptions temporaires aux jeunes gens apprentis, étudiants et autres qui subissent un préjudice grave en interrompant leur apprentissage ou leurs études, ainsi qu'à ceux qui sont nécessaires à leurs parents pour la direction d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale.

Il exempte enfin les fils indispensables soutiens de leurs parents.

* *

Il y a lieu d'observer que les facilités de service qui sont accordées diminueront considérablement le nombre des exemptions.

En tout état de cause, l'exemption d'un inscrit n'aura aucune conséquence, dans le régime préconisé, pour les autres inscrits de la levée, ce qui fera disparaître bien des préventions au sujet des motifs d'exemption et des soupçons d'injustice mal fondés.

Le Gouvernement espère que la Chambre tiendra compte de ces considérations pour se rallier aux exemptions ecclésiastiques qu'il propose et qui s'inspirent de la loi en vigueur en Hollande.

*
* *

Telles sont les améliorations proposées au mode de recrutement de l'armée.

Le projet qui vous est soumis s'inspire — l'abolition du remplacement réservée — des vues que le Ministre de la Guerre exprimait dans la séance du 24 novembre 1908. En assurant à l'armée les effectifs indispensables sur le pied de paix et sur le pied de guerre, il donne toute satisfaction au point de vue militaire.

Le Gouvernement, conscient de la nécessité d'une bonne et solide organisation de l'armée, guidé par les sentiments de justice et d'égalité qui caractérisent notre époque, convaincu que les nations qui ne se préoccupent pas d'assurer leur défense compromettent leur existence et courent à leur perte, soumet avec confiance le présent projet aux délibérations du Parlement.

Le Ministre de la Guerre,
J. HELLEBAUT.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Agriculture,*
F. SCHOLLAERT.



PROJET DE LOI

sur la milice.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

*A tous présents et à venir, Salut!*Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera soumis en Notre nom aux Chambres
législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications ci-après sont appor-
tées à la loi sur la milice :1° Il est ajouté un article 1^{bis} dispo-
sant : Ces appels s'étendent à tous les
jeunes gens dont un frère n'accomplit
pas ou n'a pas accompli un terme de mi-
lice;

2° Sont exemptés définitivement :

a) Les ministres des cultes;

b) Les missionnaires se consacrant de
façon continue à une œuvre de mission,
à l'exclusion de toutes autres fonctions
non ecclésiastiques, conformément aux
règles d'un ordre religieux fixé à l'inté-
rieur du pays et reconnu par les autori-
tés officielles religieuses de la confession
intéressée;

3° Sont exemptés pour une année :

a) Les personnes qui font partie d'un
ordre religieux, congrégation, associa-
tion fixée dans le pays, dont les mem-

WETSONTWERP

op de militie.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*Op voorstel van Onzen Raad der
Ministers,WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITENHet volgend wetsontwerp zal, in
Onzen Naam, de Wetgevende Kamers in
overweging gegeven worden :

ART. 1.

De volgende wijzigingen worden ge-
bracht in de wet op de militie :1° Er wordt een artikel 1^{bis} bijgevoegd,
beschikkende : Deze oproepingen strek-
ken zich uit tot alle jongelingen waarvan
geen militietermijn door een broeder
wordt of werd vervuld;

2° Zijn voorgoed vrijgesteld :

a) De ministers der eerediensten;

b) De zendelingen, die zich op voort-
durende wijze aan een zendingswerk wij-
den, met uitsluiting van alle andere niet
geestelijke ambten, overeenkomstig de
regels van eene kloosterorde, in het bin-
nenland gevestigd en erkend door de
officieele geestelijke overheid van den be-
trokken eeredienst;

3° Zijn vrijgesteld voor één jaar :

a) De personen die deel uitmaken van
eene kloosterorde, congregatie, vereeni-
ging, gevestigd in het land, waarvan de

bres, après noviciat, se lient par des vœux, à condition que cet ordre soit reconnu par les autorités officielles religieuses de la confession intéressée;

b) Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année;

c) Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État;

d) Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition.

e) Les inscrits qui ne peuvent, sans subir un préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui de leurs parents. L'exemption de ce chef ne peut être prononcée en faveur de l'inscrit de la plus ancienne année porté sur la liste prévue par l'article 15.

4° Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, s'il est âgé de 18 ans au moins et de 50 ans au plus.

5° Sont autorisés à servir comme volontaires de milice à partir de 18 ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice en attendant l'époque

leden, na proeftijd, zich door geloften verbinden, op voorwaarde dat deze orde erkend weze door de officieele geestelijke overheden van den betrokken eeredienst;

b) Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot den geestelijken stand of tot de zendingen en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in een door de wet erkende inrichting, zoo deze voor hunnen eeredienst bestaan,

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte, die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet bereikt hebben;

c) Zij die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lageren graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen;

d) De uit deze inrichtingen komende leerlingen, voorzien van een bekwaamheidsdiploma, wanneer zij gehecht zijn aan eene inrichting onderworpen aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat. Te rekenen van de aflevering van het diploma, wordt een tijd van twee jaar vergund om deze voorwaarde te vervullen.

e) De ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten welke zij voor eigen rekening of voor die hunner ouders exploiteeren. De vrijstelling uit dien hoofde kan niet worden uitgesproken ten bate van den ingeschrevene van het langstverloopen jaar, gebracht op de bij artikel 15 voorziene lijst.

4° Een broeder mag dienst doen voor zijn nog niet ingelijfd broeder, indien hij ten minste 18 jaar en ten hoogste 50 jaar oud is.

5° Worden gemachtigd om als militie-vrijwilligers dienst te doen van af hunne 18 jaar, de jongelingen die een ernstig nadeel zouden kunnen ondergaan

de leur inscription. Ils sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

6^o L'organisation de l'armée est basée sur un effectif moyen en solde de 42,800 hommes.

Un arrêté royal détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes.

7^o En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière à ce que l'effectif moyen prévu ne soit pas dépassé.

Éventuellement, pourront en outre être renvoyés en congé illimité les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

ART. 2.

Sont abrogées les dispositions de la loi sur la milice qui sont contraires à la présente loi, notamment l'article 5, le chapitre III, l'article 28, l'article 31 (a) (b) et (c) et l'article 83.

ART. 3.

Disposition transitoire.

Sont exonérés de tout service militaire les jeunes gens non incorporés ayant ou ayant eu, à l'exclusion du réfractaire, un frère inscrit à la milice avant la mise en vigueur de la présente loi.

door te wachten tot op het tijdstip hunner inschrijving. Zij worden gelijkgesteld met de miliciens der lichteing waarbij zij zich door hunne dienstdiening aansluiten.

6^o De inrichting van het leger is gegrond op eene gemiddelde getalsterkte van 42,800 man met soldij.

Een koninklijk besluit bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen over de verschillende wapens.

7^o Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereenvolgende uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur er van voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het ondericht, derwijze dat de voorzienige gemiddelde getalsterkte niet overschreden wordt.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlofgezonden worden, de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders, die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

ART. 2.

Worden ingetrokken de bepalingen van de wet op de milite, welke strijdig zijn met deze wet, inzonderheid artikel 5, hoofdstuk III, artikel 28, artikel 31 (a) (b) en (c) en artikel 83.

ART. 3.

Overgangsbepaling.

Worden vrijgesteld van allen militair dienstdienst, de niet ingelijfde jongelingen, die een broeder hebben of gehad hebben, ingeschreven bij de milite vóór het in werking treden van deze wet, met uitsluiting van de weerspanningen.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de la loi sur la milice qui restent en vigueur.

Donné à Laeken, le 8 juillet 1909.

ART. 4.

De Regeering wordt gemachtigd de bepalingen van deze wet in verband te brengen met die van de wet op de militie, welke van kracht blijven.

Gegeven te Laeken, den 8 Juli 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Agriculture,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Landbouw,*

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre de la Justice.

De Minister van Justicie,

L. DE LANTSHEERE.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

Baron DESCAMPS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

Le Ministre des Travaux publics,

De Minister van Openbare Werken,

AUG. DELBEKE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,*

G. HELLEPUTTE.

Pour le Ministre des Colonies, absent :

Voor den Minister van Koloniën, afwezig :

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 JULI 1909.

Ontwerp van wet op de militie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op de vergadering van 10 Maart 1909 werd door de Kamer, op voorstel van den heer baron Snoy, eene onderzoekscommissie ingesteld, ten einde de uitslagen van de toepassing der wet op de militie van 21 Maart 1902 na te gaan.

Uit het door den geachtten heer Poulet, namens deze commissie ingediend verslag blijkt, dat de getalsterkte in vreedstijd het in 1902 noodig erkende cijfer van 42,000 man niet bereikt.

« De gansch uitzonderlijke en voordeelige staatkundige omstandigheden »
» waarin België sinds zeventig jaar verkeert, — zoo werd verklaard in de »
» toelichting der wet van 1902, — het vertrouwen dat het gesteld heeft in »
» de verdragen welke zijne onafhankelijkheid en zijne onzijdigheid waar- »
» borgen, konden het er niet van ontslaan de gebeurlijkheden te voorzien, »
» welke, zijns ondanks, het er konden toe brengen het recht uit te oefenen »
» en den dringenden plicht te vervullen, om deze onafhankelijkheid en deze »
» onzijdigheid gewapenderhand te verdedigen. »

De Regeering maakt deze woorden tot de hare. Zij acht dat zij in de vervulling harer plichten zou te kort komen, moest zij de hervormingen niet voorstellen welke noodig zijn om in de ontoereikendheid van onze getalsterkte te voorzien, en het land in staat te stellen om op den dag des gevaars, het in 1830 zoo gelukkig tot stand gebrachte werk te verdedigen.

Bestaat er in den schoot van het Parlement verschil van meening omtrent de wijze van aanwerving van het leger, toch kan er geen bestaan aangaande het beginsel zelf van onze militaire verplichtingen.

In zijne redevoering van 24 November jl. wees de heer Minister van Oorlog, in het Parlement, op drie middelen om in de ontoereikendheid van de getalsterkte te voorzien.

Het eerste bestond in het verlengen van dienstdtijd; het tweede in het

vermeerderen van het contingent met behoud van den huidige dienstdiensttijd.

Dit middel werd aangegeven in 1901, toen de Regeering het in 1902 tot wet gemaakte ontwerp overlegde. Zij behield zich, trouwens, voor, moest vrijwilligerschap, tegen hare verwachting, niet de gewenschte uitslagen opleveren, den toestand eerlijk in het Parlement bloot te leggen en, desgevallend, de verhooging van het jaarlijksch contingent aan te vragen.

In een militair opzicht is deze oplossing zeer aannemelijk, en de Minister van Oorlog deed zulks dan ook uitschijoen. Hij zette echter een derde stelsel uiteen dat, zijns inziens, de voorkeur verdiende.

Het grondbeginsel, dat bij de militaire inrichting van een land zooals België behoort op het oog gehouden, zegde de Minister van Oorlog, dient omschreven als volgt :

Het land in staat stellen de grootst mogelijke kracht te ontwikkelen in oorlogstijd, de in vreedstijd te brengen offers tot het streng noodzakelijke te beperken.

Zoo kwam hij er toe een stelsel aan te prijzen, dat algemeenmaking van dienstplichten medebracht, met, als gevolg, afschaffing van loting, afschaffing van plaatsvervangende en vermindering van den aanwezigheidstijd onder het vaandel.

Het aan de Kamer voorgelegde ontwerp gaat gedeeltelijk van laatstgemelde formule uit.

Werd zij niet geheel overgenomen, dan is het omdat uit de besprekingen, welke in en buiten het Parlement plaats hadden, gebleken is dat algemeenmaking van dienstplicht op een niet te miskennen noch te veronachtzamen tegenstand stuit.

Op zulk gebied dient rekening gehouden met de openbare meening.

Elk stelsel, dat tegen haar aandruischt, hoe volmaakt het in zichzelf ook weze, biedt gevaar voor misrekening.

Nu, waar het zulke ernstige vraagstukken geldt als de legerinrichting en de verdediging van het land, is het van het hoogste belang slechts formules voor te stellen welke aan de erkende behoeften beantwoorden en instemming vinden bij al wie het goed meent.

De Regeering vertrouwt dat het stelsel, dat zij de eer heeft de Kamer voor te leggen, aan deze vereischen voldoet.

Zij is er toe bereid met inschikkelijkheid alle voorstellen te onderzoeken, welke tot verbetering er van zouden gedaan worden. Zij gelooft echter dat de denkbeelden, waarop het berust, de goedkeuring zullen mededragen van allen, die slechts goede legerinrichting en verdediging van het vaderland betrachten.

Onder al de tegen de bestaande wervingswijze gerichte opwerpingen, is er geene zoo algemeen en zoo nadrukkelijk als deze tegen de loting.

Tot het verdedigen er van, heeft men haar « een noodzakelijk kwaad » genoemd. Niettemin blijft het waar dat de « krijgsloting », om de gebruikelijke uitdrukking te bezigen, onze bevolking diepen afkeer inboezemt. Zij is er afkeerig van zoo wegens dier beginsel als wegens dier toepassing.

Wie zou er aan denken eene belasting door het blinde lot te laten omslaan.

Het is nochtans tot dit stelsel dat men zijn toevlucht neemt waar het geldt te beslissen welke burgers den last en de eer zullen hebben het vaderland te verdedigen.

Anderdeels geven de lotingsverrichtingen elk jaar aanleiding tot tooneelen, welke voor onze jongelingen verlagend en voor dezer familiën hoogst bedroevend zijn.

Om deze zoo ernstige bezwaren te verminderen, werd de loting op een zelfden dag bepaald voor al de militiekantons, maar het middel is niet doelmatig genoeg gebleken, en de wanordelijkheden bleven bestaan.

Ook was afschaffing van de loting een der voornaamste beweeggronden ten voordeele van algemeenen dienstplicht, en deze ware sinds lang wegens dit eenig voordeel aangenomen geworden, zoo hij niet — naar het oordeel van zijne bestrijders — een overdreven, merkelijk de behoeften van het leger overtreffend contingent had gegeven.

Het ontwerp der Regeering biedt al de voordeelen van de afschaffing der loting zonder vat te geven aan dit verwijt.

Het vergt van ieder gezin eene gelijke bijdrage tot samenstelling van het leger en verdediging van het land.

Is er iets billijker?

Zoo de bevolking van een land berekend wordt naar de afzonderlijke enkelingen, die er de burgers van zijn, stemt deze gezamenlijke werkelijkheid van louter numerieken en statistieken aard geenszins overeen met de diepe en levende werkelijkheid. De enkelingen zijn niet, zooals cijfers, discrete en afgezonderde eenheden. Zij zijn aan elkander gehecht door allerlei banden, zij zijn vereenigd door gemeenschappelijke belangen, zij bewegen zich om bepaalde natuurlijke aantrekkingscentra. Allen maken zij, in verschillende mate, deel uit van eene groep. En de standvastigste, de hechtste, de eerbiedwaardigste dezer groepen is het werk zelf der natuur: het is de familie. Zij is het die, gegrondvest op gemeenschap van bloed of genegenheid, te midden der voortdurende vervormingen, duurzame vastheid en onbepaald voortbestaan van de maatschappij verzekert.

Deze hoofdeigenschappen der maatschappelijke inrichting dienen op het oog gehouden, en slechts met eerbied mag er aan geraakt. Nu, aan het lotingstelsel zijn in dit opzicht de ernstigste bezwaren verbonden. Het verdeelt, naar de grillen van het lot, de krijgslasten over de gezinnen; het spaart de eenen, het drukt op de anderen; deze vader zal al zijne zonen vrij van dienst zien blijven, terwijl gene er tot drie zal zien optrekken. Juist dan wanneer de kinderen beginnen aan hunne ouders de diensten te bewijzen welke zij terecht van hen verwachten, op den stond dat zij bij machte zijn, door een nuttig werk, de moeite en de zorg te vergoeden, welke hunne opvoeding gekost heeft, ontruikt de loting hen van den huiselijken haard, en brengt aldus onherstelbare wankelbaarheid teweeg daar waar, meer dan elders, behoud van bestendige krachtsinspanning nuttig en noodzakelijk is.

Maar, de onzekerheid der lasten, meer nog dan deze wankelbaarheid, ontreddert de familie. Eene gekende en voorziene schuld is eene half-

betaalde schuld; eene schuld, waarvan bedrag en bestaan onzeker zijn, is eene voortdurende bedreiging en eene bron van blijvende ongerustheid. En zulks echter is het uitwerksel der krijgsloting welke, gedurende verschillende jaren, in de belangwekkendste gezinnen niet te verhelpen vrees en onrust doen heerschen.

Maar, het is in oorlogstijd dat de onrechtvaardigheid van dit stelsel nog duidelijker blijkt. Een gezin kan dusdanig gedund worden dat het bijna gansch te niet gaat, terwijl een naburig gezin onveranderd blijft; een haard is voor goed verlaten, terwijl de huiskring rond den andere voortbestaat. En wie beschikt aldus over de burgers? Niet het lot, maar de loting, 't is te zeggen het feit dat op zekeren dag deze persoon dit nummer en geen ander uit de bus heeft getrokken.

Het is om deze bezwaren te verhelpen en een einde aan dien willekeur te stellen, dat het wetsontwerp niet den persoon, maar wel de gezinseenheid tot grondslag voor de werving neemt.

Van dit grondbeginsel wijkt het ontwerp niet af.

Ieder gezin dat een zoon bij het leger in dienst heeft of gehad heeft, hetzij als milicien, hetzij als vrijwilliger, hetzij als officier, is van alle verdere militaire verplichting ontslagen.

Bij de verschillende besprekingen, welke onlangs in de Kamer plaats hadden, hebben de voorstanders van vrijwilligerschap sterk er op aangedrongen, dat deze wervingswijze bij voortduur zou aangemoedigd worden.

De meening van den Minister van Oorlog is dienaangaande bekend.

Ziehier hoe hij zich uitdrukte op de vergadering van 24 November 1908, blz. 85.

« Het vrijwilligersstelsel is onmisbaar, zelfs — vooral zal ik zeggen — voor de legers bij dewelke het beginsel van persoonlijken en algemeen dienstplicht het strengst toegepast is.

De vrijwilligers maken het blijvend gedeelte uit van het leger. Zij zijn het die onderrichten en bevelen, of die zich bekwamen om te kunnen bevelen en onderrichten. Hun behooren de bijbedieningen opgedragen, welke, ten gevolge van de oorlogsindustrialisering steeds talrijker worden.

Deze bedieningen vereischen bijzonderen aanleg en een langdurigen leertijd, waartoe een lang verblijf onder de wapens noodig is.

Onontbeerlijk is het dus over een voldoende getal vrijwilligers te beschikken.

Nu, het is klaar dat, met het oog op aanmoediging van vrijwilligerschap, geen stelsel het bij het door de Regeering voorgestelde halen kan.

In dit opzicht overtreft het de wet van 1902 en alle aan die wet voorgestelde wijzigingen.

Welke kunnen trouwens de beweegredenen zijn, welke een jongeling er toe aanzetten vrijwillig dienst in het leger te nemen?

Zij zijn ten getale van twee.

't Is het verlangen om zijn weg bij het leger te maken, en desgevallend de aan de vrijwilligers toegezegde voordeelen te genieten. 't Is de bekooming om een ander jongeling van den dienst te doen vrijstellen.

De eerste beweegreden blijft geheel bestaan. En daar de Regeering, ter voorkoming van door vele kamerleden uitgedrukte wenschen, voornemens is in de verschillende beheeren van den Staat nog ruimere dan de reeds toegekende voordeelen aan oud-militairen te verleenen, is, uit dien hoofde, het vrijwilligerschap meer dan vroeger aangemoedigd.

Maar wat de aan vrijwilligen dienst verbonden vrijstellingen betreft, blijkt de nieuwe regeling onverhoopt voordeelig te zijn.

Inderdaad, een vrijwilliger stelt, ja, al zijne broeders vrij, terwijl thans een vrijwilliger in de gunstigste omstandigheden slechts een onbekend milicien uit zijn kanton vrijstelt.

Met de bestaande regeling moet het getal vrijwilligers een bepaald cijfer bereiken of liever overtreffen, om tot deze vrijstelling te geraken. Met de nieuwe regeling brengt elke vrijwillige dienstneming natuurlijkerwijze de vrijstelling mede.

Met de bestaande regeling wordt slechts vrijstelling verleend waar de vrijwilliger de militie jaren bereikt heeft. Met de nieuwe regeling wordt zij verleend te rekenen van 18-jarigen leeftijd.

Om te voorzien in de ontoereikendheid van het in 1902 bepaalde effectief, wordt dit ontwerp aan de Kamer voorgelegd. De Regeering meent het verlangen van de Kamer te gemoet te komen waar zij in de wet zelve het cijfer van het vredeseffectief, zijnde 42,800 man, schrijft.

Doel, aard en strekking van de hervorming zijn aldus te gelijker tijd nauwkeurig bepaald.

Daarenboven, met elk stelsel van legerinrichting hehoeven drie elementen op het oog gehouden : het cijfer van het jaarlijksch contingent, de duur van den diensttijd en het getal aanwezige manschappen.

Men kan naar welgevallen twee van deze elementen vaststellen, het derde vloeit er uit voort ; a priori kan men ze alle drie niet vaststellen.

Met de bestaande regeling bedraagt het jaarlijksch contingent 13,300 man, en daarbij 1,800 vrijwilligers van beroep, dit is te zamen 15,100 man.

De duur van den diensttijd bedraagt gemiddeld 23,3 maanden voor de miliciens, en vier jaar voor de vrijwilligers.

Daaruit volgt een bepaald effectief in vredestijd. Rekening houdend met de wederdienstnemenden, de pupillen en de gemilitariseerden, hoopte men een cijfer van 42,800 man te bereiken.

Het stelsel één man per gezin geeft geen streng bepaald getal miliciens.

Hieruit vloeit voort dat, indien de wet den duur van den diensttijd vaststelde, het vredeseffectief zelf onbepaald en veranderlijk zou zijn.

Het is logischer deze onbepaaldheid te weren en het effectief in de wet te bepalen. Aldus zal het leger vaste bestendige effectieven hebben tot meerder voordeel van de onderrichting van manschappen en kaders.

Natuurlijkerwijze zal de duur van den diensttijd er uit voortvloeien, hij zal in verhouding zijn met het getal ingelijfde manschappen. Hooger zegden wij dat dit getal niet nauwkeurig kan bepaald worden. Immers het hangt af van het getal gezinnen met zonen in de militie jaren, van het gezamenlijk

getal jongelieden welke dien leeftijd bereiken hebben en van dezer verdeling over de gezinnen.

Men kan het nochtans bij genoegzame benadering bepalen.

Uit de opzoekingen van het bureel voor de statistiek bij het Departement van Binnenlandsche Zaken blijkt, dat elk jaar ongeveer 26,500 gezinnen voor de eerste maal een zoon voor de militie laten inschrijven.

Waar men van dit cijfer het gewoon getal aftrekt van de om lichamelijke en zedelijke oorzaken afgekeurden, bevindt men dat ongeveer 16,000 jongelieden jaarlijks zouden ingelijfd worden. Aangezien het jaarlijksch geboortecijfer sedert 1901 in België afneemt, zou men op het eerste zicht meenen dat dit contingent telken jare zal verminderen, doch er dient aangemerkt, dat nog gedurende enkele jaren het getal ingeschreven miliciens zal toenemen, omdat van 1889 tot 1901 het geboortecijfer stijgt, en het in 1896 nog dit van 1908 overtreft.

De schommelingen van het getal ingeschrevenen zullen zich dus voordoen als volgt :

Het cijfer zal klimmen tot in 1921; daarna zal het dalen tot dat het, in 1927, gelijk zal staan met dat van 1896. Na dit tijdstip zal het klimmen of dalen naarmate de sedert 1901 vastgestelde afneming van het geboortecijfer, al of niet blijft voortduren.

Neemt het geboortecijfer af, zoo vermeerdert anderdeels het getal huwelijken.

Eindelijk, de afval wegens lichamelijke of zedelijke oorzaken welk dient afgerekend van het eerste onder de nieuwe regeling aangeworven contingent, zal de volgende jaren in zekere mate aangevuld worden door den dienst van jongere zonen die bij het contingent dezer jaren zullen medetellen.

Met zekerheid mag dus gezegd worden dat het voorgedragen stelsel het vredeseffectief op 42,000 man zal brengen.

Het is verstaan dat elk gezin, met een bij het leger als vrijwilliger dienenden zoon, zonder ouderdomsgrens, te rekenen van 18 jaar, hetzij als soldaat, hetzij als onderofficier, hetzij als officier, vrijgesteld is van alle verdere militaire verplichting.

Wat betreft den duur van den krijgsdienst, deze zal, zooals hooger gezegd, voortvloeien uit het cijfer van het jaarlijks ingelijfde contingent. De vermindering er van kan stellig voorzien worden binnen een bepaald tijdsbestek, zonder dat het mogelijk weze te zeggen in welke mate zij zich zal voordoen.

Deze duur zal, ieder jaar, bij Koninklijk besluit vastgesteld worden.

Daarenboven, zoo, ingevolge buitengewonen toevloed van vrijwilligers of onverwachte toeneming van wederdienstnemingen, de getalsterkte van 42,800 man overtroffen werd, zou deze duur verminderd worden tot het gewoon cijfer, door naarhuuszending met verlof van de miliciens die reeds de twee derden van den gewonen tijd gediend en voldaan hebben aan de tot bekoming van den graad van korporaal of brigadier opgelegde proeven.

Laatsgemelde maatregel zal, waar hij het door de miliciens, hetzij vóór, hetzij gedurende hunne aanwezigheid bij het leger verworven onderwijs,

bevoordeelt en beloont, een hoogst weldadigen invloed uitoefenen op de waarde van de manschappen.

De toepassing van het beginsel dat tot grondslag strekt van de nieuwe wervingswijze zal een onmiddellijk uitwerksel hebben waarop dient gewezen.

Alle gezin, waarvan een zoon vóór 1910, dit is tot en met 1909, voor de militie ingeschreven werd, zal van alle militaire verplichting vrijgesteld zijn. De wet zal hoegenaamd geene terugwerkende kracht hebben; de vrijstelling is zelfs toepasselijk op de gezinnen waarvan geen enkel zoon gediend heeft. Uit dien hoofde zullen voortaan ongeveer 39,500 gezinnen geenszins meer om de toekomst hoeven bezorgd te zijn.

* * *

Onder al de beschikkingen der huidige wet werd geen enkele, buiten de loting, zoozeer afgekeurd als het bestaan der verloven met dienstonderbreking,

Waar de dag der inlijving op 1 Mei wordt teruggebracht zooals vóór de invoering der wet van 1873, kunnen die afgeschaft worden.

Niet alleen wordt aldus een menigmaal door de openbare denkwijze uitgedrukten wensch voldaan, maar tevens aan de manschappen, zelfs bij mogelijke beperking van den dienstduur, een volledig onderricht met inbegrip van de groote manœuvres verzekerd.

Het zal volstaan laatstgemelde op vaste datums te bepalen, bij voorbeeld van 17 Augustus tot 15 September, opdat de wederbinnenroeping der manschappen voor die manœuvres, wanneer de milicien niet bij voorbaat de noodige schikkingen kon nemen om vrij te zijn op het oogenblik waarop hij opgeroepen wordt, niet meer als een kwellende maatregel worde aanzien.

¶ Bij het ontwerp is bovendien den milicien de vrijheid gegund om zijne indiensttreding te vervroegen, van 18 jarigen leeftijd af, of die uit te stellen tot op zijn 24^e jaar. Zoo kan dan de oudste, die in het burgerlijk leven wenscht te blijven, wachten tot een broeder hem vervange.

Bij het ontwerp worden mede ruime tijdelijke vrijstellingen verleend aan leerknappen, studenten en andere jongelingen, wien onderbreking van hun leertijd of van hunne studiën zeer schadelijk zoude zijn, alsook aan hen die voor hunne ouders onmisbaar zijn tot het bestuur van eene landbouw-, eene nijverheids- of eene handelonderneming.

Eindelijk wordt vrijstelling verleend aan onmisbare zonen die de steun zijn van hunne ouders.

Er dient op gewezen dat het verleende dienstgemak het getal vrijstellingen werkelijk zal verminderen.

In geen geval zal de vrijstelling van een ingeschrevene met voorgestelde regeling geene uitwerking hebben op de overige ingeschrevenen voor de lichting, wat vele de vrijstellingsredenen betreffende vooroordeelen en ongegronde verdenkingen van onrechtvaardigheid zal doen verdwijnen.

De Regeering hoopt dat de Kamer zal rekening houden met deze beschouwingen en zich aansluiten bij de vrijstelling van geestelijken door haar voorgeslagen en welke zijn ingegeven door de in Holland van kracht zijnde wet.

Zulkdanig zijn de voorstellen tot verbetering van de wijze van werving des legers.

Het u voorgelegde ontwerp werd — behoudens handhaving van plaatsvervanging — ingegeven door de beschouwingen welke de Minister van Oorlog uiteenzette op de vergadering van 24 November 1908. Waar het de volstrekt onontbeerlijke getalsterkte op vredes- en oorlogsvoet aan het leger verzekert, schenkt het volle voldoening in een krijgsopzicht.

De Regeering, zich van de noodzakelijkheid eener goede en sterke legerinrichting bewust, geleid door de rechtvaardigheids- en gelijkheidsgevoelens welke onzen tijd kenmerken, ervan overtuigd dat de natiën die zich niet om hare verdediging bekommeren, haar bestaan in gevaar brengen en haar ondergang te gemoet gaan, geeft het Parlement met betrouwen dit ontwerp in overweging.

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Landbouw,*

F. SCHOLLAERT.



PROJET DE LOI

sur la milice.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut!*

Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera soumis en Notre nom aux Chambres
législatives :

ARTICLE PREMIER.

Les modifications ci-après sont appor-
tées à la loi sur la milice :

1° Il est ajouté un article 1^{bis} dispo-
sant : Ces appels s'étendent à tous les
jeunes gens dont un frère n'accomplit
pas ou n'a pas accompli un terme de mi-
lice;

2° Sont exemptés définitivement :

a) Les ministres des cultes;

b) Les missionnaires se consacrant de
façon continue à une œuvre de mission,
à l'exclusion de toutes autres fonctions
non ecclésiastiques, conformément aux
règles d'un ordre religieux fixé à l'inté-
rieur du pays et reconnu par les autori-
tés officielles religieuses de la confession
intéressée;

3° Sont exemptés pour une année :

a) Les personnes qui font partie d'un
ordre religieux, congrégation, associa-
tion fixée dans le pays, dont les mem-

WETSONTWERP

op de militie.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Raad der
Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN**WIJ BESLUITEN :**

Het volgend wetsontwerp zal, in
Onzen Naam, de Wetgevende Kamers in
overweging gegeven worden :

ART. 1.

De volgende wijzigingen worden ge-
bracht in de wet op demilitie :

1° Er wordt een artikel 1^{bis} bijgevoegd,
beschikkende : Deze oproepingen strek-
ken zich uit tot alle jongelingen waarvan
geen militietermijn door een broeder
wordt of werd vervuld;

2° Zijn voorgoed vrijgesteld :

a) De ministers der eerediensten;

b) De zendelingen, die zich op voort-
durende wijze aan een zendingswerk wij-
den, met uitsluiting van alle andere niet
geestelijke ambten, overeenkomstig de
regels van eene kloosterorde, in het bin-
nenland gevestigd en erkend door de
officieele geestelijke overheid van den be-
trokken eeredienst;

3° Zijn vrijgesteld voor één jaar :

a) De personen die deel uitmaken van
eene kloosterorde, congregatie, vereeni-
ging, gevestigd in het land, waarvan de

bres, après noviciat, se lient par des vœux, à condition que cet ordre soit reconnu par les autorités officielles religieuses de la confession intéressée;

b) Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année;

c) Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État ;

d) Les élèves sortis de ces institutions munis d'un diplôme de capacité, lorsqu'ils sont attachés à un établissement soumis à la direction ou à l'inspection de l'État. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans est accordé pour remplir cette condition.

e) Les inscrits qui ne peuvent, sans subir un préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui de leurs parents. L'exemption de ce chef ne peut être prononcée en faveur de l'inscrit de la plus ancienne année porté sur la liste prévue par l'article 15.

4^o Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, s'il est âgé de 18 ans au moins et de 50 ans au plus.

5^o Sont autorisés à servir comme volontaires de milice à partir de 18 ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice en attendant l'époque

leden, na proeftijd, zich door geloften verbinden, op voorwaarde dat deze orde erkend weze door de officieele geestelijke overheden van den betrokken eeredienst;

b) Zij die, na hunne middelbare studiën, zich bestemmen tot den geestelijken stand of tot de zendingen en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in een door de wet erkende inrichting; zoo deze voor hunnen eeredienst bestaan.

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte, die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun twee en twintigste jaar niet bereikt hebben;

c) Zij die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lageren graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen ;

d) De uit deze inrichtingen komende leerlingen, voorzien van een bekwaamheidsdiploma, wanneer zij gehecht zijn aan eene inrichting onderworpen aan het bestuur of aan het toezicht van den Staat. Te rekenen van de aflevering van het diploma, wordt een tijd van twee jaar vergund om deze voorwaarde te vervullen.

e) De ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten welke zij voor eigen rekening of voor die hunner ouders exploiteeren. De vrijstelling uit dien hoofde kan niet worden uitgesproken ten bate van den ingeschrevene van het langstverloopen jaar, gebracht op de bij artikel 15 voorziene lijst.

4^o Een broeder mag dienst doen voor zijn nog niet ingelijfd broeder, indien hij ten minste 18 jaar en ten hoogste 30 jaar oud is.

5^o Worden gemachtigd om als militie-vrijwilligers dienst te doen van af hunne 18 jaar, de jongelingen die een ernstig nadeel zouden kunnen ondergaan

de leur inscription. Ils sont assimilés aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

6° L'organisation de l'armée est basée sur un effectif moyen en solde de 42,800 hommes.

Un arrêté royal détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes.

7° En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée. Un arrêté royal en détermine annuellement la durée pour les diverses armes dans une mesure compatible avec les nécessités de l'instruction, de manière à ce que l'effectif moyen prévu ne soit pas dépassé.

Éventuellement, pourront en outre être renvoyés en congé illimité les volontaires de milice, les miliciens et les remplaçants de frère qui auront accompli les deux tiers de leur service et qui auront satisfait aux épreuves imposées pour l'obtention du grade de caporal ou de brigadier.

ART. 2.

Sont abrogées les dispositions de la loi sur la milice qui sont contraires à la présente loi, notamment l'article 5, le chapitre III, l'article 28, l'article 51 (a) (b) et (c) et l'article 83.

ART. 3.

Disposition transitoire.

Sont exonérés de tout service militaire les jeunes gens non incorporés ayant ou ayant eu, à l'exclusion du réfractaire, un frère inscrit à la milice avant la mise en vigueur de la présente loi.

door te wachten tot op het tijdstip hunner inschrijving. Zij worden gelijkgesteld met de miliciens der lichting waarbij zij zich door hunne dienstneming aansluiten.

6° De inrichting van het leger is gegrond op eene gemiddelde getalsterkte van 42,800 man met soldij.

Een koninklijk besluit bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen over de verschillende wapens.

7° Buiten de terugroepingen, wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan. Een koninklijk besluit bepaalt jaarlijks den duur er van voor de verschillende wapens, in de mate overeenstemmend met de vereischten van het ondericht, derwijze dat de voorziene gemiddelde getalsterkte niet overschreden wordt.

Bij voorkomend geval, kunnen bovendien met onbepaald verlofgezonden worden, de militievrijwilligers, de miliciens en de plaatsvervangers van broeders, die twee derden van hun dienst hebben uitgedaan en voldeden aan de proeven opgelegd tot het bekomen van den graad van korporaal of van brigadier.

ART. 2.

Worden ingetrokken de bepalingen van de wet op de militie, welke strijdig zijn met deze wet, inzonderheid artikel 5, hoofdstuk III, artikel 28, artikel 51 (a) (b) en (c) en artikel 83.

ART. 3.

Overgangsbepaling.

Worden vrijgesteld van allen militair dienstdienst, de niet ingelijfde jongelingen, die een broeder hebben of gehad hebben, ingeschreven bij de militie vóór het in werking treden van deze wet, met uitsluiting van de weerspannelingen.

ART. 4.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de la loi sur la milice qui restent en vigueur.

Donné à Laeken, le 8 juillet 1909.

ART. 4.

De Regeering wordt gemachtigd de bepalingen van deze wet in verband te brengen met die van de wet op de militie, welke van kracht blijven.

Gegeven te Laeken, den 8 Juli 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Agriculture,*

Van's Konings wege :

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Landbouw,*

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre de la Justice.

De Minister van Justicie,

L. DE LANTSHEERE.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

BARON DESCAMPS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

Le Ministre des Travaux publics,

De Minister van Openbare Werken,

AUG. DELBEKE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafien,*

G. HELLEPUTTE.

Pour le Ministre des Colonies, absent :

Voor den Minister van Koloniën, afwezig

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.